



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE REIMS

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P)**

Marchés de Prestations Intellectuelles (P.I.)

Identification de l'acheteur :

Pouvoir adjudicateur - Maître d'ouvrage :

Centre Hospitalier Universitaire de Reims - 45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

Intitulé du marché :

Mission de programmation relative à la restructuration de l'American Mémorial Hospital 1 (AMH1) et de l'ex bâtiment de chirurgie infantile (ex CCI) du Centre Hospitalier Universitaire de Reims

Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte passée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ	4
1.1. - TYPE.....	4
1.2. - DESCRIPTION SUCCINCTE	4
1.3. - ALLOTISSEMENT.....	4
ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....	4
2.1. - FORME	4
2.1.1. - Marché à tranches.....	4
2.1.2. - Marché ordinaire	4
2.2. - DUREE INDICATIVE D'EXECUTION DU MARCHÉ	5
2.3. - DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE LA TRANCHE FERME	5
2.4. - DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE LA TRANCHE OPTIONNELLE	5
ARTICLE III - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	5
ARTICLE IV - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
4.1. - ORDRE DE PRIORITE	5
4.2. - PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE.....	6
ARTICLE V - ENGAGEMENT DES PARTIES.....	6
5.1. - IDENTIFICATION DES PARTIES.....	6
5.1.1. - Parties signataires.....	6
5.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché.....	6
5.2. - CONDITIONS DU RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE	6
5.3. - CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET MESURES DE SECURITE	7
5.4. - RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES	7
5.5. - ÉVOLUTION DE LA REGLEMENTATION	7
ARTICLE VI - ASSURANCES.....	8
ARTICLE VII - CONDITIONS D'EXECUTION.....	8
7.1. - MODALITES D'EXECUTION – CONDUITE DES PRESTATIONS – LIVRABLES A REMETTRE	8
7.2. - PRESENCE AUX REUNIONS	8
7.3. - MOYENS A METTRE EN ŒUVRE PAR LE TITULAIRE (PERSONNE PHYSIQUE OU L'EQUIPE)	8
ARTICLE VIII - OPERATIONS DE VERIFICATIONS - DECISIONS APRES VERIFICATIONS	9
8.1. - OPERATIONS DE VERIFICATIONS	9
8.2. - DELAIS D'ACCEPTATION DES PRESTATIONS	9
8.3. - DECISIONS APRES VERIFICATIONS	10
ARTICLE IX - PENALITES.....	10
9.1. - RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS/LIVRABLES	10
9.2. - RETARD DANS LA REMISE DE TOUT DOCUMENT PREVU AU MARCHÉ A L'EXCEPTION DES LIVRABLES	10
9.3. - ABSENCE A UNE REUNION ET RETARD DANS LA TRANSMISSION DU COMPTE RENDU	10
9.4. - MECONNAISSANCE DE LA REGLEMENTATION RELATIVE A LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	11
ARTICLE X - PRIX - VARIATION DU PRIX	11
10.1. - PRIX	11
10.1.1. - Forme du prix.....	11
10.1.2. - Contenu du prix.....	11
10.1.3. - Unité monétaire.....	12
10.1.4. - Application de la Taxe à la valeur ajoutée.....	12
10.2. - VARIATION DU PRIX.....	12
10.2.1. - Type de variation du prix	12
10.2.2. - Mois d'établissement du prix du marché	12
10.2.3. - Choix de l'index de référence.....	12
10.2.4. - Modalités de révision du prix du marché	12
ARTICLE XI - REGLEMENT DES COMPTES	12
11.1. - MODALITES DE PAIEMENT	12
11.2. - MODALITES DE FACTURATION.....	13

11.3. - DELAI DE PAIEMENT	14
11.4. - INTERETS MORATOIRES	14
11.5. - PAIEMENT DES COTRAITANTS	14
11.6. - PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	14
ARTICLE XII - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE	14
12.1. - AVANCE	14
12.2. - RETENUE DE GARANTIE.....	15
ARTICLE XIII - ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	15
ARTICLE XIV - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	15
ARTICLE XV - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES - RESILIATION DU MARCHE	15
15.1. - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	15
15.2. - RESILIATION DU MARCHE	15
15.2.1. - Résiliation pour motif d'intérêt général	15
15.2.2. - Résiliation pour faute du prestataire.....	15
15.2.3. - Résiliation suite à décès, incapacité civile ou incapacité physique du prestataire	16
ARTICLE XVI - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE.....	16
ARTICLE XVII - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	16

ARTICLE I - OBJET DU MARCHE

1.1. - Type

☐ Fournitures

☒ **Services**

☐ Travaux

1.2. - Description succincte

Le présent marché a pour objet une **Mission de programmation relative à la restructuration de l'American Memorial Hospital 1 (AMH1) et de l'ex bâtiment de chirurgie infantile (ex CCI) du Centre Hospitalier Universitaire de Reims.**

La description des prestations attendues est indiquée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et son annexe.

Les prestations qui font l'objet du marché sont exécutées au CHU de Reims.

1.3. - Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

2.1. - Forme

2.1.1. - Marché à tranches

Le marché est conclu sous la forme d'un marché à tranches, passé en application de l'article R.2113-4 du Code de la commande publique. Il comporte **une tranche ferme et une tranche optionnelle.**

Le titulaire exécute la tranche ferme. La tranche optionnelle ne sera exécutée par ce même titulaire, aux conditions du présent marché, qu'en cas de notification de la décision d'affermissement avant la date limite d'affermissement fixée à la date de décision d'attribution du marché (MOE) prise par le maître d'ouvrage.

En cas de non affermissement ou d'absence de décision d'affermissement de la tranche optionnelle, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de dédit.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, le titulaire ne pourra pas en refuser l'exécution. Aucune indemnité d'attente n'est fixée.

2.1.2. - Marché ordinaire

La tranche ferme et la tranche optionnelle prennent la forme de **marchés ordinaires**, lesquels ne sont pas exécutés par l'émission de bons de commande successifs.

Tranche ferme :

Cet ensemble que constitue la tranche ferme est décomposé en **deux (2) parties techniques** à exécuter distinctement au sens de l'article 22 du CCAG/PI.

Le titulaire exécute chacune des parties techniques constitutives de la tranche ferme décrite ci-dessous :

- 1^{ère} partie technique « Elaboration du programme technique détaillé (PTD) ».
- 2^{ème} partie technique « Assistance à la maîtrise d'ouvrage relative au respect du programme technique détaillé pendant la procédure de consultation du marché de maîtrise d'œuvre jusqu'à la sélection des offres du marché de maîtrise d'œuvre ».

Tranche optionnelle « Analyse de rendus d'études lors la remise des offres des équipes de maîtrise d'œuvre ».

2.2. - Durée indicative d'exécution du marché

Le présent marché aura une durée approximative de **13 mois**.

2.3. - Délais d'exécution des prestations de la tranche ferme

Concernant la partie technique n° 1 : le délai d'exécution des prestations de la partie technique n° 1 commence à compter de la date de réception d'un Ordre de Service (OS) et s'achève à l'issue de l'exécution de l'ensemble des prestations, à savoir la remise du livrable et des prestations attendus (y compris la présentation du programme aux instances) dans cette partie technique n° 1.

Le livrable « Programme technique détaillé (PTD) » est impérativement remis dans les délais suivants :

- **Production du PTD par le titulaire : 5,5 mois dès l'O/S,**
- **Relecture du PTD par le maître d'ouvrage : 2 mois,**
- **Mise à jour du PTD par le titulaire : 1,5 mois.**

Concernant la partie technique n° 2 : le délai d'exécution des prestations de la partie technique n° 2 commence à compter de la date de réception d'un Ordre de Service (OS) et s'achève à l'issue de l'exécution de l'ensemble des prestations attendues dans cette partie technique n° 2 (**environ 3 mois**).

Tout retard des délais prescrits pour la remise des livrables et des prestations de chacune des parties techniques précitées, entraînera l'application des pénalités prévues à **l'article IX** du présent CCAP.

2.4. - Délai d'exécution des prestations de la tranche optionnelle

Le délai d'exécution des prestations de la tranche optionnelle commence à compter de la date de réception de la notification de la décision d'affermissement par le titulaire (*cf. article 2.1.1 ci-dessus*) et s'achève à l'issue de l'exécution de l'ensemble des prestations (**environ 1 mois**).

Tout retard du délai prescrit pour l'exécution des prestations de chacune des tranches optionnelles entraînera l'application des pénalités prévues à **l'article IX** du présent CCAP.

ARTICLE III - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Dans le respect des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable pourra être attribué, le cas échéant, au titulaire initial du marché pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché précédent.

Ce nouveau marché devra être conclu avant la fin des prestations et ne pourra dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE IV - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

4.1. - Ordre de priorité

Les pièces contractuelles, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, notamment ses annexes financières,
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe,

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/PI, arrêté modifié du 30 mars 2021 publié au JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021),
- l'offre technique du titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs avenants, postérieurs à la notification du marché.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, fait seule foi.

4.2. - Pièces à remettre au titulaire

La notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement et le cas échéant de l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/PI, la notification ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives du marché.

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG/PI, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, nécessaire à la cession ou au nantissement du marché, est délivrée au titulaire à sa demande écrite.

ARTICLE V - ENGAGEMENT DES PARTIES

5.1. - Identification des parties

5.1.1. - Parties signataires

Le marché est conclu entre :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, représenté par sa Directrice Générale.
- et
- l'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateur économique retenu au titre du marché, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « le titulaire ».

5.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du CHU de Reims, pour les besoins de l'exécution du marché.

La personne physique ou l'équipe que le titulaire affecte à la conduite des prestations est celle qu'il a mentionnée dans son acte d'engagement.

5.2. - Conditions du recours à la sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter les prestations objet du présent marché que dans les conditions prévues à l'article 3.6 du CCAG/PI.

Dans le cas où la demande de déclaration de sous-traitant est présentée après la notification du marché, le titulaire remet contre récépissé au CHU de Reims ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) La durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois ;
- f) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R.2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles R.2191-1 à R.2191-63 s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

5.3. - Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur se conforment aux obligations de confidentialité, de protection des données personnelles et aux mesures de sécurité indiquées à l'article 5 du CCAG/PI.

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents, sous quelque forme que ce soit, sur tout support, auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, ses préposés et éventuels sous-traitants. En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire et sans indemnité, dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG/PI.

Le CHU de Reims s'engage à respecter la confidentialité des informations désignées comme telles par le titulaire.

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018. En cas de méconnaissance de la réglementation, le titulaire encourt une pénalité fixée à l'article IX du présent CCAP.

5.4. - Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels sus énoncés expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le titulaire lors de sa réponse à ce présent marché, y compris d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire du marché ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique.

En outre, le titulaire du présent marché s'engage, dans l'exécution de son marché, à respecter les règles générales de construction, et l'ensemble des dispositions légales et réglementaires en vigueur, notamment issues du Code de l'urbanisme, du Code de la construction et de l'habitation, ainsi que du Code de l'environnement, applicables à la présente opération, et à veiller à leur stricte application.

De la même manière, il est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des dispositions légales et réglementaires relevant du Droit de la Commande Publique en vigueur.

5.5. - Évolution de la réglementation

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avère nécessaire, celui-ci l'accepte dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le CHU de Reims peut négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

En cas d'évolution réglementaire majeure, le CHU de REIMS se réserve le droit de résilier le marché **sans indemnité** après un préavis de trois mois, par dérogation aux articles 36 et 40 du CCAG/PI.

ARTICLE VI - ASSURANCES

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel du CHU de Reims, aux biens et aux tiers du fait :

- de son personnel salarié en activité de travail,
- de ses matériels,
- d'un événement engageant la responsabilité du titulaire après exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/PI, en cas de demande du CHU de Reims, le titulaire justifie, dans le délai maximum de 15 jours à compter de la demande, de la souscription de la police contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature, causés au personnel, aux biens et aux tiers par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

ARTICLE VII - CONDITIONS D'EXECUTION

7.1. - Modalités d'exécution – Conduite des prestations – Livrables à remettre

Les modalités d'exécution, la conduite des prestations et les livrables à remettre sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et son annexe.

7.2. - Présence aux réunions

Conformément à l'article 2.1 du CCTP, le titulaire du marché a l'obligation de se rendre aux réunions notamment réunions d'étude, de mise au point, de coordination, d'analyse et de synthèse (dont COPIL) qui se dérouleront dans les locaux du CHU de Reims.

Sa présence ne fera l'objet d'aucune restriction. Il devra répondre ainsi à toutes les sollicitations exprimées par le maître d'ouvrage, aux dates et lieux déterminés par ces derniers, durant toute la durée du marché.

Le titulaire du marché assurera, le cas échéant, l'animation de ces réunions sur demande du maître d'ouvrage ainsi que la rédaction et la diffusion des comptes rendus dans un délai maximum de **3 jours** ouvrés à compter du jour de la réunion. Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité définie à l'article IX du présent CCAP.

7.3. - Moyens à mettre en œuvre par le titulaire (personne physique ou l'équipe)

La bonne exécution du marché dépend essentiellement de la personne physique ou l'équipe qui sera désignée pour assurer et conduire l'ensemble des prestations.

Aussi, la ou les personnes dédiées à l'exécution du présent marché sont nommément désignées dans l'offre (acte d'engagement) du titulaire (*cf. article 5.1.2 du présent CCAP*).

Le titulaire du marché s'engage, dans la limite du droit des salariés à la démission et du cas de force majeure, à maintenir chaque personne dans son rôle et sa fonction pendant toute la durée du marché, sauf si le maître d'ouvrage donne son accord exprès au remplacement d'une personne.

Les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG/PI sont applicables.

Le remplacement ne peut s'opérer que par un professionnel de même niveau de compétences, d'expériences et de formations et possédant une connaissance suffisante des prestations déjà effectuées.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage conserve la faculté de récuser en cours d'exécution du présent marché, toute personne dont le comportement ou la probité ne seraient pas jugés selon lui compatibles avec le bon déroulement de la présente mission.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le CHU de Reims, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG/PI.

ARTICLE VIII - OPERATIONS DE VERIFICATIONS - DECISIONS APRES VERIFICATIONS

8.1. - Opérations de vérifications

Les opérations de vérifications des prestations sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG/PI.

Le contrôle des prestations comprend notamment :

- l'information périodique de l'état d'avancement des études de programmation ;
- l'examen et formulation d'une appréciation sur les apports intermédiaires fournis à l'issue de chaque partie technique ;
- l'examen des documents représentant le résultat des prestations ;
- la réponse à toute question sur les plans administratif, technique et financier ;
- l'appréciation de l'opportunité d'arrêter les prestations ;
- l'avis sur l'achèvement correct de la mission de programmation et sur l'application éventuelle des pénalités ;
- la vérification du bien-fondé des demandes d'acomptes.

L'autorité chargée du contrôle de la réalisation des prestations est le représentant désigné par le CHU de Reims.

Les opérations de vérification sont réalisées dans les locaux du CHU de Reims.

8.2. - Délais d'acceptation des prestations

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai fixé à l'article 28.2 du CCAG/PI pour procéder aux vérifications des prestations et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Le point de départ du délai est la date de remise, par le titulaire, des prestations/documents/livrables au maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/PI, le maître d'ouvrage n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

8.3. - Décisions après vérifications

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, sont prises dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/PI.

ARTICLE IX - PENALITES

En cas de manquement du titulaire du marché à ses obligations, et sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG/PI, le maître d'ouvrage se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération.

Les pénalités de retard sont dues **dès le premier euro et sont cumulables**, par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/PI.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, l'ensemble des pénalités, sauf dérogation expresse, s'appliquent sur simple constatation, sans qu'il soit nécessaire d'effectuer une mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, en cas de retard dans l'exécution de ses prestations et notamment la présentation de ses livrables, le titulaire encourt des pénalités dont les montants sont précisés aux articles 9.1, 9.2 et 9.3 ci-après.

Pour le calcul du montant de la pénalité, les délais s'entendent en jours calendaires.

9.1. - Retard dans l'exécution des prestations/livrables

En cas de retard dans l'exécution des prestations/livrables, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur **du montant des prestations** sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours (calendaires) de retard, calculé à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations/livrables est expiré.

9.2. - Retard dans la remise de tout document prévu au marché à l'exception des livrables

En cas de retard dans la remise au maître d'ouvrage de tout document prévu au marché à l'exception de ceux visés à l'article précédent 9.1 à l'article 9.3, le titulaire sera passible d'une pénalité dont le montant par jour de retard est fixé à **100 €**.

9.3. - Absence à une réunion et retard dans la transmission du compte rendu

En cas d'absence à une réunion, la pénalité encourue sera de **150 € par absence**.

Un retard de plus d'une heure sera considérée comme une absence.

En cas de retard dans la présentation d'un compte-rendu, le titulaire sera passible d'une pénalité dont le montant par jour de retard est fixé à **50 €**.

9.4. - Méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel

En cas de manquement aux obligations visées à l'article 5.2 du CCAG/PI, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **500 €** par manquement constaté.

ARTICLE X - PRIX - VARIATION DU PRIX

10.1. - Prix

10.1.1. - Forme du prix

Les prix des prestations faisant l'objet du marché sont rémunérés selon des prix globaux et forfaitaires (un prix global et forfaitaire par tranche) prévus à l'acte d'engagement. Pour la tranche ferme, les prestations sont rémunérées par application d'un prix forfaitaire par partie technique, au nombre de deux (2).

La décomposition des prix globaux et forfaitaires et des prix forfaitaires de la tranche ferme sont précisés dans la Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires (DPGF), fournie par le titulaire dans son offre et annexée à l'acte d'engagement.

Cette décomposition est établie sous la forme d'un détail estimatif faisant apparaître, pour chaque catégorie d'intervenant le cas échéant **et suivant les parties techniques**, le nombre de jours/homme mis en œuvre et du prix du jour/homme servant de base au calcul du prix forfaitaire. **Il est également impératif que chacune des parties techniques soit clairement identifiée et assortie d'un montant** (un prix forfaitaire par partie technique). Chacune de ces **parties techniques** donne droit à règlement après exécution des prestations correspondantes et validation par le CHU de Reims.

10.1.2. - Contenu du prix

Le prix est réputé complet, couvre l'ensemble des frais engagés par le titulaire du marché pour exécuter l'intégralité du marché et la totalité des prestations à assurer pour mener la mission à bonne fin dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai de l'opération que le titulaire est réputé connaître.

Les frais relatifs à la participation aux réunions, aux déplacements/restaurations/hébergements, à la reprographie des documents intermédiaires et définitifs, à la fourniture des supports papier et informatique, ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires sont inclus dans le prix.

De même, ce prix comprend toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG/PI ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations de ce marché.

Ce prix est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre dudit marché.

Précisions en cas de cotraitance ou de sous-traitance :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire du groupement d'opérateurs économiques, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

10.1.3. - Unité monétaire

L'unité monétaire retenue est l'euro (€).

10.1.4. - Application de la Taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

10.2. - Variation du prix

10.2.1. - Type de variation du prix

Les prix globaux et forfaitaires sont fermes et révisibles suivant les modalités fixées aux articles 10.2.2, 10.2.3 et 10.2.4 ci-dessous.

Le titulaire proposera la révision du prix au CHU de Reims, celui-ci joindra le calcul de la révision du prix avec sa demande d'acompte ou de paiement partiel définitif.

10.2.2. - Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois ci-après : **Mois de remise des offres** ; ce mois est appelé "mois zéro (M0)".

10.2.3. - Choix de l'index de référence

Le prix est révisable en fonction d'une référence à partir de laquelle il sera procédé à un ajustement.

L'index de référence, choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché, est l'index **ingénierie I** publié par l'INSEE (base 2010).

10.2.4. - Modalités de révision du prix du marché

Le coefficient de révision **C_n** applicable pour le calcul d'un acompte ou d'un paiement partiel définitif versé le mois **n** est donné par la formule :

$$C_n = (I_n/I_0)$$

dans laquelle **I₀** et **I_n** sont les dernières valeurs connues prises par l'index, respectivement au mois zéro et au mois de réalisation des prestations.

Toutefois, si la période de règlement de l'acompte ou du paiement partiel définitif est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

La périodicité de la révision du prix suit la périodicité des acomptes et/ou des paiements partiels définitifs.

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur.

ARTICLE XI - REGLEMENT DES COMPTES

11.1. - Modalités de paiement

Le titulaire du marché présentera sa facture par application des prix globaux et forfaitaires du marché.

Le paiement de chaque partie technique de la tranche ferme ne sera effectué qu'après service fait et réception des prestations concernées.

Païement d'acomptes :

Le titulaire du marché a droit au versement d'acomptes, dès lors que les prestations ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques présentés en facturation en fonction de la décomposition des prix globaux et forfaitaires jointe au marché.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois (3) mois.

Toutefois, si le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du Code de la commande publique, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée et, s'il en fait la demande, ce maximum est ramené à un (1) mois.

L'acompte rémunère un service fait : le versement des acomptes ne sera ainsi effectué qu'après justification du titulaire puis vérification et acceptation du maître d'ouvrage.

Pour déterminer la fraction de prix égale au pourcentage d'exécution de la partie technique, il est fait application des prix forfaitaires (parties techniques) de la décomposition des prix globaux et forfaitaires prévue à l'**article 10.1.1** supra.

En cas de versements d'acomptes, le montant de ces derniers ne pourra pas excéder 80 % du montant total de la partie technique concernée pour laquelle l'acompte est versé.

Les règlements d'acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs. Leur bénéficiaire reste débiteur à l'égard du CHU de Reims jusqu'au règlement partiel définitif. Aussi, le titulaire peut être amené à reverser les acomptes qui lui sont payés. Le montant des acomptes ne doit, en aucun cas, excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Païement pour solde et règlements partiels définitifs :

Le règlement du solde de chaque partie technique ne pourra intervenir qu'à l'admission de l'ensemble des prestations de la partie technique considérée.

Le règlement du solde de chaque partie technique constitue un règlement partiel définitif.

11.2. - Modalités de facturation



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » /

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail public de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le CHU de Reims doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique déposée sous le numéro de SIRET du CHU de Reims doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique.

11.3. - Délai de paiement

Le délai maximum de paiement (acomptes et paiement partiels définitifs) est de 50 jours compté à partir de la date de réception de la demande de paiement ou à compter de la date **d'exécution** si la date de réception de la facture est antérieure à la date **d'exécution**, conformément aux articles R.2192-10 à R.2192-14 du Code de la commande publique.

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé ou par le mode portail ou service, la date de réception de la demande de paiement correspond, à la date de notification au CHU de Reims du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation, conformément à l'article R.2192-15 du Code de la commande publique.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'information ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés.

11.4. - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-avant ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché (ou le sous-traitant), le bénéfice d'une part, d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai et d'autre part, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

11.5. - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Saisie-Attribution :

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel est pratiquée une saisie-attribution contre un des cotraitants retient sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-attribution a été faite.

11.6. - Paiement des sous-traitants

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le CHU de Reims, sont payées dans les conditions financières prévues par le marché ou par un acte spécial.

ARTICLE XII - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

12.1. - Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, s'il n'y renonce pas expressément à l'Acte d'Engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est déterminé par application des dispositions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la commande publique.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG/PI.

Le titulaire du marché fournira au CHU de Reims une facture correspondant au montant de l'avance à verser.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

12.2. - Retenue de garantie

Il n'est appliqué aucune retenue de garantie sur les paiements.

ARTICLE XIII - ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du CCAG/PI et à l'**article 2.1** du présent CCAP, le maître d'ouvrage peut arrêter les prestations à l'issue de la partie technique n° 1 de la tranche ferme.

L'arrêt éventuel de ces prestations intervient sans formalités autres que la notification de cet arrêt.

Conformément à l'article 22 du CCAG/PI, la décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE XIV - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG/PI s'appliquent.

ARTICLE XV - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES - RESILIATION DU MARCHE

15.1. - Exécution aux frais et risques

Les dispositions de l'article 27 du CCAP/PI s'appliquent.

En cas de d'inexécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au présent marché, après mise en demeure préalable restée infructueuse pendant un délai de **30 jours calendaire**, le CHU de Reims pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire.

15.2. - Résiliation du marché

Il est fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG/PI avec les précisions suivantes :

15.2.1. - Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu est fixé à **3 %** par dérogation à l'article 40 du CCAG/PI.

15.2.2. - Résiliation pour faute du prestataire

Si le marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 39 et 27 du CCAG/PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le prestataire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de **10 %**.

15.2.3. - Résiliation suite à décès, incapacité civile ou incapacité physique du prestataire

Dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile ou physique du titulaire (art. 37.1 et 37.3 du CCAG/PI), les prestations sont réglées sans abattement.

ARTICLE XVI - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE

Il est fait application des dispositions de l'article 43 du CCAG/PI.

En cas de différend, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal au :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Pôle Logistique - Rue Roger Aubry - 51092 Reims Cedex

Ceci n'exclut pas la possibilité, pour le titulaire ou pour le Centre Hospitalier Universitaire, de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable (CCRA).

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent.

ARTICLE XVII - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 4.2 du présent C.C.A.P déroge aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG/PI.

L'article 5.5 du présent C.C.A.P déroge aux articles 36 et 40 du CCAG/PI.

L'article VI du présent C.C.A.P déroge à l'article 9.2 du CCAG/PI.

L'article 8.2 du présent C.C.A.P déroge à l'article 28.5 du CCAG/PI.

L'article IX du présent C.C.A.P déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG/PI.

L'article 15.2.1 du présent C.C.A.P déroge à l'article 40 du CCAG/PI.

Reims, le 07 février 2025

Pour la Directrice Générale
et par délégation,
Le Directeur du Pôle Investissements, Logistique,
Achats et Transition Ecologique

Fabrice DEL SOL